



démocratie  
& spiritualité

21 rue des Malmaisons (nouvelle adresse)

75013 PARIS

Tél : 01 45 85 29 87 (nouveau numéro)

email : [info@democratie-spiritualite.org](mailto:info@democratie-spiritualite.org)

Site : [www.democratie-spiritualite.org](http://www.democratie-spiritualite.org)

## Lettre N° 85 du 21 février 2010

### *L'agenda*

### *L'éditorial*

- Appel à la réflexion sur les orientations stratégiques du Pacte civique

### *Nouvelles de l'association*

- Université d'été 2010
- Pacte civique
- Cotation 2010

### *Résonances spirituelles*

- Spiritualités chrétiennes et valeurs
- Espérer

### *Débats démocratiques*

- Pour répondre à la crise, renforcer notre démocratie
- Débat public sur les nanotechnologies : mal barré ?

### *Démocratie & spiritualité*

- Ne pas confondre sectes et recherches spirituelles

### *Informations diverses*

## *L'agenda*

### *Au siège de D&S, 21 rue des Malmaisons (75013)*

- Samedi 13 mars de 9h30 à 12h30 : **Assemblée générale**
- Mardi 23 mars à 18h30 : réunion du **groupe « Démocratie, valeur spirituelle »**
- Mercredi 26 mai à 20h : **débat sur les retraites** (à confirmer)

### *Au Forum 104, 104 rue de Vaugirard (75006)*

- Mercredi 3 mars de 20h à 22h : « **Quelle communication possible avec les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ?** », avec J-C Ameisen, F. Arnold et les [Editions de l'Atelier](#)
- Mardi 16 mars de 18h30 à 19h30 : **méditation**
- Jeudi 18 mars de 19h à 22h : « [Quelle spiritualité pour un monde en crise ?](#) »
- Jeudi 1 avril à 19 h : « **La dimension religieuse de l'expérience humaine chez Dewey** » par **Louis Quéré**, sociologue, directeur de recherche au CNRS

### *A la chapelle [Saint Bernard de Montparnasse](#), sous l'horloge gauche de la gare.*

- Lundi 22 mars à 20h : **Quelles valeurs pour travailler et vivre ensemble ?** avec Philippe d'Iribarne
- Lundi 3 mai, à 20h : **Pacte civique et valeurs communes**, avec Jean-Baptiste de Foucauld.

Le texte de l'intervention de Carine Dartiguepeyrou, *Évolution et changement de valeurs*, dans le cadre du cycle « Forces et fragilités de nos valeurs », est publié dans la rubrique [débat](#)s du site.

## *L'éditorial*

### **Appel à la réflexion sur les orientations stratégiques du Pacte civique**

En vue de la soumettre à ses partenaires engagés dans l'élaboration d'un pacte civique, D&S prépare une proposition d'orientations stratégiques autour desquels structurer les engagements individuels des citoyens et collectifs des organisations et de l'Etat. Au stade actuel, les six orientations suivantes ont été élaborées :

- Confrontés à la nécessité d'inventer une nouvelle civilisation, **développons des attitudes éducatives et créatives** porteuses de sens, de relation et de respect d'autrui
- Conscients des limites actuelles de l'accumulation, **soyons porteurs d'un développement axé sur la sobriété et la gratuité**, fondements de justice sociale et de respect de la nature
- Appelés à œuvrer ensemble en dépassant les intérêts individuels et corporatistes, **pratiquons la fraternité et la coopération**, afin de lutter contre les exclusions et de permettre à tous d'accéder aux droits de tous.
- Aspirant à être citoyen autrement, **contribuons à rehausser la qualité démocratique, notamment en promouvant l'éthique du débat et de la délibération.**
- Persuadés que les défis globaux dépassent l'échelle nationale, **œuvrons pour une Europe politique et pour un Monde juste, solidaire et durable.**

L'ambition centrale du Pacte civique a été développée par l'atelier *Démocratie, valeur spirituelle* dans le texte publié en page 5 de cette Lettre : « Pour répondre à la crise, renforcer notre démocratie », qui sera proposé à nos partenaires.

*Vous pouvez nous envoyer vos avis sur les orientations du Pacte civique et le texte de la page 5 à cette adresse : [info@democratie-spiritualite.org](mailto:info@democratie-spiritualite.org), de préférence avant l'AG du 13 mars.*

## *Nouvelles de l'association*

**Université d'été 2010** : L'université d'été se déroulera du vendredi 27 août à 9h au dimanche 29 août après-midi ; elle se tiendra comme l'an dernier à Meylan (Grenoble). Le thème retenu est « Interactions et résonances entre démocratie et spiritualité ».

**Pacte civique** : La réunion du 6 février entre les représentants d'associations signataires de la plateforme commune « Face à la crise, un appel pour penser, agir, vivre autrement en démocratie » a permis d'avancer sur la façon de préparer le lancement du Pacte civique avant la prochaine élection présidentielle et de s'organiser. De nouveaux documents seront prochainement mis en ligne sur le site de D&S.

**Appel à cotisations** : La vie de l'association dépend aussi des cotisations de ses membres (voir fiche jointe pour la cotisation 2010).

## Résonances spirituelles

### Spiritualités chrétiennes et valeurs

*Éléments de la conférence de Paul Valadier à Saint Bernard de Montparnasse le 19 janvier 2010*

Le premier des cinq points proposés par Paul Valadier portait sur la pluralité de nos identités et sur le fait qu'elles ne sont pas figées. Dans nos sociétés où il est difficile de trouver ou retrouver nos identités et nos valeurs, l'identité chrétienne n'échappe pas à la condition humaine avec ses blessures et ses fragilités. Chaque chrétien cherche son propre chemin tenant compte, de ses aptitudes, de ses charismes<sup>1</sup>, et des fonctions qu'il occupe.

Il est difficile de donner une définition de la spiritualité chrétienne vu la pluralité des itinéraires et des charismes ; toute démarche spirituelle repose d'abord sur un dialogue avec soi-même, sur une vie intérieure. Par contre des maîtres chrétiens nous proposent diverses voies spirituelles qui peuvent nous aider à orienter notre propre spiritualité et à conduire nos engagements. Il s'agit alors de trouver notre vocation en accomplissant nos tâches à hauteur de notre humanité, en se référant à des valeurs primordiales qui ne seront pas forcément celles de l'autre.

La spiritualité chrétienne propose des valeurs issues du message du Christ qui peuvent constituer un tronc commun pour les croyants. En premier lieu chaque chrétien est appelé à être un veilleur, à attester de ce qui surgit<sup>2</sup>, à faire attention à l'autre ; cette **vigilance** suppose du silence, de l'intériorité, de l'écoute pour accueillir ce qui vient dans une logique de **gratuité**. L'Esprit nous aide alors à dépasser la lettre et la loi pour vivre en vérité et pour participer à la création en considérant l'humanité comme une.

Ainsi, rejetant toute identité close, nous sommes appelés à la **solidarité** qui implique **l'hospitalité**. Ceci n'est pas toujours facile comme le montrent les tensions actuelles entre une hospitalité sans frontière et les limites des capacités d'accueil de nos sociétés. Le désir de vivre notre humanité en vérité peut nous aider à trouver le sens de notre vie, à nous mettre debout, à vaincre nos peurs, à dépasser nos contradictions et à trouver **l'espérance**.

### Espérer

*JC Devèze (méditation du mardi 19 janvier au forum 104)*

Espérance,  
Tu nous fuis  
Quand dans nos vies surgissent peines et déceptions

Espérance,  
Tu désertes le monde  
Quand s'accumulent misères et douleurs

Espérance,  
Tu reviens enfin  
Quand nous te laissons nous éclairer

---

<sup>1</sup> En théologie, don particulier accordé par grâce divine.

<sup>2</sup> "Les pensées qui mènent le monde arrivent sur des pattes de colombe". Nietzsche, *Ainsi parlait Zarathoustra*.

Espérance,  
Tu nous rejoins  
Au milieu de nos joies partagées

Espérance,  
Tu nous inspires  
Quand s'épanouit le sens de nos vies

Espérance,  
Tu nous habites  
Quand nous croyons en l'autre

Espérance,  
Tu rejoins notre terre  
Quand nous inventons ensemble l'avenir

Espérance,  
Tu reposes sur notre joie de vivre et de croire.

## *Débats démocratiques*

### **Pour répondre à la crise, renforcer notre démocratie**

*Le texte présenté ci-après est le résultat provisoire du travail de l'atelier « Démocratie, valeur spirituelle ». Rédigé pour servir de base au Pacte civique, il est soumis pour avis constructifs aux lecteurs de la Lettre (voir Editorial).*

#### **Pourquoi ?**

Les démocraties, qui peuvent se maintenir dans la durée grâce aux institutions et aux procédures qu'elles ont initiées de longue date, peinent à affronter efficacement les crises et les problèmes qui surgissent à de multiples niveaux.

La crise actuelle, qui vient de loin, met la société française en danger : danger de conflictualité généralisée ; danger de rupture des droits fondamentaux et d'intensification des exclusions et des inégalités ; danger de montée en puissance des attitudes autoritaires. Pour faire face à ces périls, nous devons impérativement rehausser la qualité de notre démocratie et l'implication des citoyens et des organisations de la société civile. C'est l'objet même du Pacte civique.

#### **Objectifs porteurs de sens :**

*1. Approfondir le sens de la démocratie, sa dimension éthique et utopique, voire transcendante*

Le partage égal de la souveraineté entre tous les citoyens implique :  
- le respect concret de l'éminente dignité de chacun,

- la conviction que l'enrichissement de tous procède de la mise en commun des singularités de chacun,
- la conscience qu'il est primordial pour tous de permettre à chacun de donner le meilleur de lui-même.

La démocratie implique un rapport à l'autre fondé sur les principes de liberté, d'égalité et de fraternité ; elle est aussi devenue l'espace commun de notre commune recherche de sens, qu'il soit individuel ou collectif. Il en découle que nous devons porter une attention particulière, d'une part, à la situation des jeunes, qui sont notre avenir, et, d'autre part, à la situation des personnes en situation d'exclusion, de précarité ou de fragilité ; les uns et les autres doivent être reconnus comme partenaires à part entière et même comme repères de la vie démocratique, puisqu'ils sont les témoins de ses limites actuelles.

## *2. Pour faire face à la complexité, organiser de nouvelles articulations :*

- entre transformation personnelle et transformation collective : nos sociétés ayant besoin d'acteurs éthiques porteurs de sens et de capacité de réenchantement, nos démocraties doivent s'intéresser davantage à l'homme intérieur, à la construction de la personne, à sa capacité à accéder à son identité et à sa singularité, afin que chacun soit en mesure de devenir un citoyen à part entière ; transformation personnelle et transformation collective, qui ont chacune leur espace propre, doivent être reliées en raison de leur profonde complémentarité.
- entre démocratie participative et démocratie représentative, pour que les décisions soient convenablement préparées, avec le temps nécessaire, en impliquant les citoyens.
- entre démocratie locale, nationale, européenne et mondiale, la question démocratique se posant désormais aussi à l'échelle de la planète toute entière.

## *3. Ouvrir et améliorer le débat public*

Mieux débattre sur les enjeux de société, c'est clarifier les choix, ouvrir de nouvelles questions avec de nouveaux publics, particulièrement avec les publics dominés dont la culture n'est pas reconnue, mettre en évidence les expériences démocratiques réussies comme les dénis de démocratie, lutter contre les pressions pour s'assurer plus d'audience médiatique et contre la confiscation de la parole par certaines « élites ». En lien avec un multiculturalisme assumé et une laïcité ouverte, il s'agit de promouvoir une « culture de la démocratie » fondée sur l'information, l'observation et le partage des savoirs.

## *4. Favoriser les diverses pratiques démocratiques permettant de mobiliser les acteurs*

Il s'agit de promouvoir les prises de responsabilité de la société civile, de soutenir la vie associative et syndicale, de faciliter l'organisation des débats et de la délibération sur les questions importantes, de mettre « internet » au service de la démocratie, de donner la parole aux usagers des services publics, d'encourager les « expériences démocratiques », de favoriser la coopération et la solidarité, de renforcer et élargir le dialogue social, etc.

## **Engagements individuels proposés**

- reconnaître que nous sommes tous **coresponsables de la qualité démocratique**, là où nous sommes, avec nos propres moyens et malgré nos limites, ce qui suppose engagement et travail sur soi ;
- en identifiant les lieux où chacun contribue à la vie démocratique, **formuler un aspect ou un domaine** dans lequel on s'engage à travailler à une amélioration ;
- **contribuer au débat public** (à son éthique et à sa qualité) en intervenant individuellement ou collectivement par internet, par le courrier des lecteurs ou dans des réunions ;

- s'engager à **participer aux divers processus électoraux** (ou sinon, à dire pourquoi) et à exiger pour les personnes immigrées le **droit de vote aux scrutins locaux** ;
- demander aux partis politiques de **composer des listes plus représentatives de la diversité de la société française** ;
- chaque année **se donner un temps particulier pour approfondir sa vision de la démocratie** et pour la confronter avec sa pratique, selon des modalités à définir par chacun.

### Engagements collectifs proposés

- **demander aux candidats aux élections** d'exposer, à coté de leur programme et de leur « profession de foi », les raisons de leur candidature, leur conception de la vie démocratique et la manière dont ils reconnaissent leurs électeurs comme « co-acteurs » de leur avenir, puis, pour les élus, exiger un bilan de leur mandat ;
- dans les différentes structures organisées où nous sommes insérés (administrations, entreprises, syndicats, conseils de quartiers, associations, organisations religieuses), proposer un **audit sur la manière dont les principes démocratiques s'appliquent en leur sein** et faire prendre ensuite des engagements découlant de l'audit ;
- à rebours des errements actuels de l'Etat et des collectivités publiques, **respecter scrupuleusement, dans la durée, la charte des engagements réciproques de 2001** entre l'Etat (et les collectivités publiques) et les associations ;
- proposer **aux organisations religieuses et aux mouvements spirituels d'exprimer la manière dont ils contribuent à la vie démocratique** par leur enseignement éthique, par leur sens du Bien commun et par leur mode de fonctionnement interne ;
- proposer aux animateurs de blogs et aux gestionnaires de sites internet d'adhérer à une « **Charte de l'Internaute Démocrate** » à construire, garantissant le respect des personnes et l'acceptation du pluralisme ;
- promouvoir dans nos organisations la connaissance des règles de l'éthique de la discussion.

### Institutions et procédures nouvelles proposées

- renforcer **l'éducation civique**, tant dans l'enseignement que dans la formation, en l'articulant avec **des pratiques démocratiques** ; à cet effet, revaloriser la pratique des délégués de classe, promouvoir des rencontres institutionnelles avec les associations de parents d'élève, développer les conseils municipaux de jeunes, etc. ;
- redéfinir les formes, les instruments et les moyens d'une **éducation populaire et d'une éducation tout au long de la vie** et organiser une réflexion collective sur le sujet ;
- promouvoir des **expériences de service civique**, en vue de le rendre, à terme, universel et intergénérationnel, et faire de ce service civique un lieu d'expérience démocratique entre jeunes d'origines différentes et aussi entre générations ;
- donner le **droit de vote aux élections locales aux personnes étrangères** régulièrement établies ;
- **mettre fin au cumul des mandats** et limiter leur nombre dans le temps pour chacun d'eux ;
- mettre en place, comme souhaité depuis longtemps, **le statut de l'élu** pour éviter la surreprésentation des agents publics ou des professions libérales
- créer un **Observatoire de la qualité de la démocratie** pour évaluer les bonnes et mauvaises pratiques.

## Débat public sur les nanotechnologies : mal barré ?

*Eric Lombard, avec les apports de Régis Moreira, Bernard Templier et Jean-Claude Devèze*

*La barre n'a pas toujours été facile à tenir tant les débats ont été houleux, au point d'avoir dû être écourtés, voire annulés pour certains. C'était le premier sujet de société qu'abordait la Commission nationale de débat public (CNDP) plutôt habituée à traiter de projets d'infrastructure. Les critiques se sont focalisées sur la manière dont le débat a été engagé, mettant en lumière un déficit de « cadrage » et des moyens insuffisants pour atteindre les objectifs affichés.*

Jet d'ammoniaque à Toulouse, chahut et airs de pipeau à Grenoble, huées et sifflets à Lille, dégradations à Orsay. Depuis son lancement le 15 octobre 2009 à Strasbourg, le [Débat public Nanotechnologies](#) a été régulièrement perturbé ou empêché, obligeant les organisateurs à mettre en place un système de retransmission vidéo sur internet pour les 8 ou 9 débats restants.

La contestation du principe même du débat est menée par l'association Grenobloise [Pièces et main d'œuvre](#) (PMO) qui s'est fait connaître par des manifestations lors de l'inauguration en juin 2006 de Minatec, complexe scientifique consacré aux nanotechnologies.

Pièces et main d'œuvre, [interviewé par Bastamag](#) : « La Commission nationale du débat public (CNDP) a été mandatée par le gouvernement pour une série de pseudo-débats sur les nanotechnologies, dix ans après la décision d'investir massivement dans ce domaine, trois ans après l'inauguration de Minatec, le « premier pôle européen de micro et nanotechnologies » à Grenoble, et alors même que le « Plan de relance » et le « grand emprunt » de Sarkozy font des nanos leur priorité. Il ne s'agit pas de permettre à la population des choix politiques, mais de les lui faire avaliser, après coup. Les décideurs (...) usent de procédures d'acceptabilité mises au point par des sociologues selon lesquels « faire participer, c'est faire accepter ». L'opération de communication du gouvernement, via les pseudo-débats de la CNDP, est une tentative pour étouffer cette contestation. Nous avons appelé au boycott et au sabotage de cette manipulation qui vise à faire croire à la population qu'elle à son mot à dire dans les plans étatico-industriels ».

Jean Bergougnot, président de la Commission particulière du débat, dénonce « *les méthodes totalitaires de ceux-là mêmes qui craignent que les nanotechnologies conduisent à une société totalitaire* », faisant écho à un slogan entendu à Grenoble : « *Les nanos, c'est pas vert, c'est juste totalitaire !* ».

### **La genèse du débat public sur les nanotechnologies**

Présenté comme issu du Grenelle de l'environnement, il avait en fait déjà été promis par Dominique de Villepin en mai 2006. Mais la CNDP n'a finalement été saisie, par huit ministères, que le 23 février 2009, pour *organiser un débat public sur des options générales en matière de développement et de régulation des nanotechnologies*.

Mais selon Sciences et Démocratie, « même des membres de la CNDP reconnaissent « *qu'il a été conçu comme une opération d'information à destination du grand public* ». L'objectif était de tenter d'exorciser la peur du grand public et de rassurer le lobby technologique qui, comme le pointe Jean-Pierre Dupuy dans *La marque du sacré* (Carnets Nord, 2008, p115), a peur que les nanos ne subissent le même sort que les OGM.

Si les autres associations ou ONG partie prenantes du débat en ont accepté le principe, certaines n'en ont pas moins été très critiques ou ont quitté le débat en cours de route. Ainsi les Amis de la terre qui avaient fait le choix de participer à la consultation publique pour faire entendre leur opposition aux nanotechnologies et demander un moratoire, ont selon [Basta](#), finalement jeté l'éponge. Ils estiment que le débat « s'enlise dans des rencontres d'experts partisans et peine à aborder les enjeux globaux, les risques et les finalités des *nanotechs* avec les citoyens ».

De leur côté, deux associations en pointe dans les débats science-société, [Vivagora](#) et [Sciences et démocratie](#) (S&D), relèvent les nombreuses déficiences du débat de la CNDP.

Pourquoi intervient-il alors que des centaines de « nanoproduits » seraient déjà sur le marché et que le gouvernement investit des millions d'euros dans le développement des nanotechnologies ?

« Malgré 17 réunions, ce débat ne permet que d'esquisser les problèmes, non d'élaborer des solutions. Pouvait-on de façon réaliste espérer débattre de la question centrale de la protection des consommateurs en une heure par exemple ? C'est pourtant le temps qui lui a été accordé dans la séance d'Orléans. Les choix des organisateurs du débat sont évidemment en cause. En multipliant les thèmes et en donnant la possibilité à tout intervenant de prendre la parole sur le sujet de son choix, la CNDP réduisait fortement les chances de pouvoir discuter sérieusement du moindre sujet ». (S&D)

*« Il y a un problème de méthodologie, estime Dorothée Benoit-Browaey, de l'association Vivagora pour l'engagement des citoyens dans la gouvernance des technologies. Sur un sujet aussi vaste, le débat ne peut pas se réduire à quelques mois, l'information ne peut venir d'en haut et la séparation des rôles doit être claire ».*

D'autres soulignent l'absence d'enjeu clair (A quoi vont servir ces débats ?) ou dénoncent la restriction du débat aux *options générales en matière de développement et de régulation des nanotechnologies*, et demandent que soit débattue l'utilité sociale des nanotechnologies de manière globale.

### **Nano : un sésame qui a perdu de sa magie !**

Une des difficultés du débat sur les nanotechnologies est que son objet, les *nanos*, est difficile à cerner. Nanotechnologies, nanoparticules, nanomatériaux, une certaine confusion entoure l'utilisation des différents termes. Plébiscité au départ par chercheurs et industriels parce qu'il leur permettait d'accéder à des subventions, ce sésame a fini par devenir encombrant en regroupant sous son label des projets et des réalisations contestés.

Pour en savoir plus :

- Le site du [Débat public Nanotechnologies](#)
- La [Conférence de citoyens](#) organisée fin 2006 par la région Ile de France
- Le [dossier nano](#) de Sciences et Démocratie.
- Le [Nanoforum](#) du CNAM.
- Nanotechnologies : une révolution annoncée, de Bernadette Bensaude-Vincent ([Revue Etudes déc 2009](#))

Nous ne pouvons bien entendu approuver les tentatives répétées de sabotage, visant à entraver le fonctionnement démocratique de notre pays dans une de ses avancées les plus emblématiques et les plus récentes vers une démocratie plus participative ([L'institution de la CNDP](#) par la loi Barnier ne date que de 1995). Nous nous réjouissons que, sous la pression des événements, la CNDP ait mis en place des moyens, vidéoconférence et internet, permettant d'étendre l'audience de débats organisés localement alors que les thèmes abordés étaient d'intérêt national. Mais surtout, nous devons saisir l'occasion que nous fournit le semi-échec de ce débat pour enrichir notre approche de [l'éthique du débat](#) que nous voulons mettre en avant dans le Pacte civique.

### Quelles leçons peut-on déjà tirer ?

Premier enseignement : **le débat n'est possible que s'il y a volonté commune de débattre.** Dans le cas des nanotechnologies, il n'y avait pas de « monde commun » entre le gouvernement qui demandait un débat sur *les options générales en matière de développement et de régulation des nanotechnologies* et PMO qui rejette en bloc un monde entièrement piloté par la machine.

Deuxième enseignement : l'éthique du débat ne peut reposer uniquement sur les participants. **Les organisateurs**, par leurs choix en amont et les moyens qu'ils allouent, **conditionnent de manière prépondérante le bon déroulement d'un débat et l'atteinte des objectifs fixés.** Ce que la Commission européenne appelle « [le cadrage du débat](#) ». Cela passe en particulier par :

- La transparence sur les objectifs et l'absence de biais
- La présence d'un enjeu. A quoi va servir la discussion ?
- Le choix des acteurs et la répartition du pouvoir
- Un bon phasage dans le temps (le débat ne doit intervenir ni trop tôt, ni trop tard)
- Suffisamment de temps pour l'information, l'expression de tous les points de vue, l'échange, la maturation, la recherche de consensus...
- Des moyens en adéquation avec les objectifs

La réunion de clôture du débat est prévue le 23 février 2010, en direct sur internet (cliquer sur [étapes du débat](#)).

## *Démocratie et spiritualité*

### **Ne pas confondre sectes et recherches spirituelles**

*Bernard Ginisty*

*Après que le siège de Terre du Ciel ait été perquisitionné avec un déploiement policier d'une ampleur disproportionnée par rapport aux justifications avancées (Voir le [communiqué de D&S](#) du 26 janvier 2010), il nous semble intéressant de ressortir cette chronique de Bernard Ginisty diffusée sur RCF Saône & Loire le 22/05/09.*

En mai 2009, la Mission Interministérielle de lutte contre les sectes ([Miviludes](#)) publiait son rapport annuel focalisé, cette année, sur un certain nombre de dérives dans le champ de la psychothérapie. Depuis le rapport Vivien, en 1983, les pouvoirs publics n'ont cessé de s'inquiéter de la croissance du phénomène sectaire. Mais, à ce jour, la France a renoncé à produire une définition officielle de la secte (1). S'il existe des organisations qui visent en

effet à exploiter la faiblesse humaine, la tentation sectaire traverse tout groupe, qu'il s'agisse des conseils des ordres professionnels, des partis politiques, des églises, des communautés de vie, des écoles de psychologie, des mouvements régionalistes ou des fans de musique. Plus fondamentalement, le délit de « manipulation mentale » reste encore à définir. On reproche aux sectes de manipuler pour tirer de l'argent à leurs adeptes. Mais, la publicité n'est elle pas une forme de manipulation mentale qui conduit aujourd'hui au surendettement d'un certain nombre de nos compatriotes ?

Dans une époque orpheline de visions universalistes sensées réconcilier les hommes avec eux-mêmes apparaissent de plus en plus des besoins identitaires qui peuvent prendre des formes régressives. Ce peut être le retour à des formes anciennes et idéalisées avec la résurgence des nationalismes ou des intégrismes religieux. Ou encore la multiplication de mouvements divers qualifiés de sectes.

Nous avons tous reçu une langue maternelle, grammaticale certes, mais aussi « idéologique ou religieuse », synthèse plus ou moins explicite d'éléments divers pour relier la disparité du monde et lui donner une signification. Suite à des événements vécus et à des évolutions personnelles, chaque être humain est conduit à mettre en question cette langue maternelle. Les sociétés traditionnelles avaient des rites d'initiation très cadrés. Ces rites n'existent plus et c'est l'affrontement personnel à la crise qui est aujourd'hui ce lieu d'initiation. Toutes les grandes écoles de spiritualité indiquent, pour ce passage, la nécessité d'une distance par rapport à son milieu d'origine pour se retrouver soi-même. À cette période où l'être est vulnérable, il est possible de le manipuler et de le piéger dans un système clos qui lui apportera chaleur humaine et sens en échange de sa liberté de penser et de ses économies. Ce n'est pas pour cela qu'il faudrait suspecter a priori toute organisation philosophique ou religieuse qui ne se référerait pas à l'opinion publique majoritaire. La République doit simplement veiller à ce que la loi et les droits des personnes y soient respectés.

Dans nos sociétés post-modernes, les êtres humains connaissent la double tentation de l'enfermement sectaire ou de l'opportunisme invertébré au gré des médias. Régis Debray analyse ainsi cette situation : « *Des murs, pour se faire un monde à soi. Et des passages, pour rester dans le monde. Les sectaires se retranchent, mais ils oublient les voies de raccordement. La porte sans le seuil, c'est la moitié du programme. Pour avoir leur monde à eux, ils n'habitent plus le monde tel qu'il est. Les opportunistes au rebours ouvrent les portes de tous côtés en oubliant les murs. Pour passer de la secte à l'église, il faut que les portes soient ouvertes et fermées* » (2). Cette dialectique incessante de la quête d'identité et de l'ouverture au monde constitue le cœur de notre condition humaine.

(1) « Depuis les années 1970, le terme est devenu polémique et désigne une organisation suspecte notamment d'atteintes aux libertés, de manipulation mentale et d'escroquerie. Toutefois, personne ne s'accorde sur une définition précise. C'est pourquoi la France a renoncé à produire une définition officielle de la secte ». In journal *La Croix* du 19 mai 2009, page 2

(2) Régis Debray : *Dieu, un itinéraire. Matériaux pour l'histoire de l'Éternel en Occident*. Editions Odile Jacob Paris 2001 page 208)

## *Informations diverses*

- La rubrique « [Débats](#) » du site s'est enrichie de deux thèmes :
  - *Quelles valeurs pour demain ?* avec les textes des conférences du cycle « Forces et fragilités de nos valeurs » à la chapelle Saint Bernard de Montparnasse.
  - *Identité nationale, quel débat ?* avec le communiqué de D&S et un texte de Jean-Claude Sommaire, engagé dans divers réseaux de réflexion sur les questions liées à l'immigration et à la crise du « modèle français d'intégration »
- Une association proche de nos préoccupations, **REGARDS** (Rechercher et Gérer l'Altérité pour Refonder la Démocratie et les Solidarités) propose le samedi 20 mars 2010 de 10h30 à 12h30 à l'École Normale Sociale, 2 rue de Torcy 75018 Paris (Métro Marx Dormoy) une rencontre sur le thème : *Les solidarités : du don à l'être ensemble*
- Journée de travail organisé par le CNAM et des associations, dont la FONDA, sur *Pratiques associatives et action publique en Ile-de-France* le 12 mars 2010 de 8h30 à 18h à la *Maison des Métallos, 94 rue Jean-Pierre Timbaud - 75011 Paris*
- La « Catho » de Paris a **diplômé ses premiers responsables musulmans** (cf. article de La Croix du 27/01/10). Cette formation, lancée sur une idée de la République française et réalisée paradoxalement par l'Institut catholique de Paris en raison du refus, au nom de la laïcité, des universités publiques de dispenser un programme de mise à niveau à des étudiants de confession musulmane, suscite un intérêt croissant. Cette année, une trentaine d'étudiants, dont quatre femmes, se sont inscrits.
- [Entropia](#), revue d'étude théorique et politique de la décroissance, publie dans son numéro 7 *L'effondrement, et après ?* un article de Bernard Guibert, membre de D&S : *Comment nous guérir de la folie de l'argent ?* et un autre de Geneviève Decrop, partenaire du Pacte civique : *Au-delà de la crise, vers une troisième modernité ?*
- Patrice et Charo Sauvage proposent de nouvelles sessions dans le cadre d'ACCES : « Être auteur de son couple », « Auteur de sa vie, acteur dans le monde », etc.  
[Programme des stages](#)

## Cotisations D&S 2010

Il a été décidé de conserver le montant 2009 de nos cotisations ; ceci doit faciliter le développement de l'association et la préparation du Pacte civique.

La cotisation est « **indicative** », chacun donnant « selon ses moyens » : l'adhésion donne droit au service de la lettre.

Pour les adhérents parisiens : 100 €	A
Pour les adhérents de Province : 30 €	B
Pour les sympathisants abonnés à la lettre par mail : 30 €	C
Pour les sympathisants abonnés à la lettre par la poste : 50 €	D

Vous pouvez régler vos cotisations par prélèvement Numéro national d'émetteur : 549013.

**Si vous réglez par chèque**, merci de l'adresser à Démocratie & Spiritualité, 21 rue des Malmaisons, 75013 Paris avec le papillon ci-dessous complété.

### Nom :

- **Prénom :**
- **Montant :**
- **Adresse :**
- **Courriel :**

**Merci d'entourer la lettre correspondant au groupe dans lequel vous vous reconnaissez : A  
B C D**

Le trésorier, *Bernard Templier*

### Reçu fiscal

**Bénéficiaire** : « Démocratie & Spiritualité »  
21 rue des Malmaisons 75013 PARIS  
N° Siret 4121 19661 8000 027

L'Association reconnaît avoir reçu à titre de don la somme de :

En date du :

Mode de règlement :

*Signature le Président, Jean Baptiste de Foucauld*

*Paris, le*

Numéro d'ordre du reçu :

### **Donateur** :

Nom et adresse :